



DES MOYENS POUR NOS LYCÉES PUBLICS RÉGIONAUX

**Le cahier revendicatif de la CGT Educ'action 13
et de la CGT des personnels de la Région PACA**



23 bd Charles Nedelec
13003 MARSEILLE
04.91.62.74.30
13@cgteduc.fr

Cgteduc-aixmarseille.org



27 place Jules Guesde
13002 MARSEILLE
cgt@maregionsud.fr

Cgtregionpaca



Le majorité régionale, dirigée par Renaud Muselier, avec pour seule opposition de façade le Rassemblement National, déploie depuis 2015 une politique austéritaire et réactionnaire. Cela a de nombreuses conséquences dans les lycées placés sous sa responsabilité.

1 /DES MOYENS POUR NOS LYCÉES PUBLICS

- En 2020, la Région PACA est la région métropolitaine qui engage le moins de dépenses pour l'éducation (80€/ habitants contre 109 en Occitanie). Dans le même temps, **les lycées privés reçoivent chaque année 40 millions d'€ de subvention** chaque année,
- **Le plan de rénovation** des lycées ne concerne que 18 des 178 lycées publics de la région
 - sans prendre en compte la présence d'amiante avérée dans de nombreux établissements.
 - sans embauche de **personnels de restauration, d'entretien ou de maintenance**
 - sans prise en compte des lycées professionnels ni pour les rénovations, ni la modernisation des équipements, ni une réelle réflexion sur la carte des formations.

LES REVENDICATIONS DE LA CGT

- **Un plan de rattrapage budgétaire** pour l'éducation, la restauration, l'entretien et la maintenance avec embauche de personnels sous statut.
- **Une réaffectation des moyens engagés dans le privé vers les lycées publics régionaux.**
- Un plan d'urgence de **rénovation du bâti** scolaire.
- Un plan de **désamiantage** des locaux.
- **L'embauche de personnels régionaux** pour le bon entretien et le bon fonctionnement des établissements.

2 /LA FIN DE L'AUTORITARISME, DE LA SURVEILLANCE GÉNÉRALISÉE ET DES DISPOSITIFS SÉCURITAIRES

Renaud Muselier, 2024 : « *l'autorité est indispensable et nécessaire à l'école.* ». Toute la politique régionale se décline désormais autour du plan VALEURS mis en œuvre en 2025.



■ **Les lycées publics régionaux n'échappent pas à cette dérive sécuritaire.**

Depuis 2016, dans un contexte de rigueur budgétaire 112 millions d'euros ont été dépensés dont :

- 65M pour les portails : généralisation des sas de sécurité avec badge d'ici 2028. ; contrôles biométriques envisagés qui restent en projet malgré le rejet de la CNIL.
- 21M pour des caméras qui filment des mineurs sans autorisation parentale
- 26M/an pour la garde régionale des lycées, composée de 178 médiateurs qui pallient le manque de recrutement des AEd. En parallèle, les agents d'accueil sont devenus des agents de sécurité.

LES REVENDICATIONS DE LA CGT

■ **Suppression du dispositif « garde régionale des lycées, »** qui ne démontrent aucune autre utilité que celle d'un plan de communication du président de Région. Ces moyens doivent être alloués à l'embauche de personnels agents régionaux des lycées, membres de la communauté éducative. **Les personnels embauchés dans ce dispositif doivent se voir proposer une embauche pérenne à la Région et une formation qualifiante.**

■ **La CGT Educ'action rappelle sa campagne contre l'autoritarisme à l'école :** une prévention efficace des violences et d'amélioration du « climat scolaire » passe par une présence humaine formée plus importante au sein des établissements, au premier chef desquels les personnels AEd.

3 /DES ESPACES DE TRAVAIL DIGNES POUR LES PERSONNELS ET LES ÉLÈVES

Les inégalités entre établissements sont structurelles et croissantes.

■ Salles des personnels, espaces de travail et de détente, vies scolaires, cuisines et réfectoires, ateliers de maintenance, espaces extérieurs : si certains lycées sont convenablement dotés, c'est loin d'être le cas partout.

■ Cela a des conséquences très concrètes en termes de santé, sécurité et conditions de travail, et dans la qualité de l'entretien, de la maintenance et des enseignements dispensés dans les établissements.

■ De plus, l'exiguïté des bâtiments et la sur-occupation des salles a des conséquences directes sur le climat scolaire : emplois du temps très larges, pause méridienne effectuée dans de mauvaises conditions (cour de récréation sans équipements ou préau, demi-pension), salles de classe exiguës.

■ Maisons des lycéens sans salle dédiées ou sous-équipées, CDI mal équipés et dotés, matériel numérique vétuste : les conditions matérielles de la réussite scolaire ne sont pas garanties de manière égalitaire dans tous les établissements de la région.

LES REVENDICATIONS DE LA CGT

Pour chaque lycéen, les mêmes conditions d'études, pour chaque agent des conditions de travail dignes

- **Plan de restructuration des lycées publics de la région** pour que tous comportent :
 - une maison des lycéens dotée d'une salle et d'équipements dédiés ;
 - une salle de travail, et une salle de détente pour les personnels d'éducation nationale et régionaux ;
 - un nombre de salles suffisant pour permettre dans tous les lycées la libération du mercredi après-midi et une forte limitation des enseignements après 16h ;
 - un matériel numérique de projection de qualité dans chaque salle ;
 - l'équipement nécessaire à toutes les options proposées dans les établissements (ateliers, Arts, laboratoires....

- **Embellissement des établissements** (espaces communs, cours, salles, espaces extérieurs), isolation sonore, thermique, et verdissement des établissements pour l'adaptation au changement climatique..

4 /POUR LA GRATUITÉ RÉELLE DU SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION

- Si la région finance des tablettes – sans réelle concertation avec les personnels de l'éducation nationale – et les manuels numériques à l'ensemble des lycéens de la région, son engagement financier en faveur de la gratuité effective de l'enseignement reste largement en dessous de ce que d'autres régions proposent en France.

- **Les lycéens de la métropole Aix-Marseille doivent déboursier 220€/an, 110 pour les boursiers.**

- Alors que les lycées sont une compétence régionale, c'est la métropole qui fournit le seul effort financier pour le paiement des **transports des lycéens** sur son territoire.

- De la même manière, les tarifs de **demi-pension** sont particulièrement élevés en région PACA, par exemple à 4,5€ le ticket repas au lycée Jean Perrin.

En milieu urbain, les demi-pensions sont désertées au profit de snacks et repas sur le pouce, par un très grand nombre de lycéens.

LES REVENDICATIONS DE LA CGT

- **Prise en charge totale par la région des transports pour les lycéens**

- **Une restauration scolaire** de bonne qualité et gratuite pour tous les lycéens.

- Recrutement d'agents de cuisine qui pourront cuisiner quotidiennement des repas de bio et différenciés.

- Revenir à des cuisines dans chaque établissement et limiter aux maximum le recours aux cuisines centrales.

- **Gratuité des fournitures scolaires et subvention des 1^{ers} équipements pour chaque entrant dans la voie professionnelle avec couverture des dépenses d'équipement durant tout le cursus.**

- **Des aides régionales pour les voyages scolaires et l'équipement des lycéens boursiers.**